

POUR DIFFUSION

À Kuala Lumpur, le 24 juillet 2017, à 11h00

À Washington, le 23 juillet 2017, à 11h00 EST

Une reprise qui s'affermi

- *La reprise de la croissance mondiale annoncée dans l'édition d'avril des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) suit son cours comme prévu; la production mondiale devrait enregistrer une croissance de 3,5 % en 2017 puis de 3,6 % en 2018. Ces projections inchangées masquent toutefois des différences entre pays. Aux États-Unis, la croissance devrait être inférieure aux prévisions d'avril, en partant essentiellement de l'hypothèse que la politique budgétaire sera moins expansionniste que prévu. La croissance a été revue à la hausse pour le Japon et surtout pour la zone euro, où les surprises positives de l'activité à la fin 2016 et au début 2017 laissent entrevoir une solide dynamique. Les prévisions pour la croissance chinoise ont, elles aussi, été révisées à la hausse, en raison de la vigueur du premier trimestre 2017 et du maintien prévu de l'accompagnement budgétaire. L'inflation dans les pays avancés reste modérée et se situe en règle générale en dessous des objectifs fixés. Elle est par ailleurs en repli dans plusieurs pays émergents, dont le Brésil, l'Inde et la Russie.*
- *Les risques qui pèsent sur les prévisions de croissance mondiale semblent être globalement équilibrés dans le court terme, quoiqu'ils restent plutôt de nature baissière à moyen terme. D'une part, le rebond conjoncturel pourrait être plus fort et plus soutenu en Europe, où les risques politiques se sont atténués. En revanche, la vigueur des valorisations sur les marchés et la très faible volatilité dans un environnement marqué par une forte incertitude sur les orientations à venir augmentent les probabilités d'une correction des marchés, qui pourrait peser sur la croissance et sur la confiance. L'accompagnement plus soutenu de l'économie chinoise, et notamment la forte croissance du crédit, présentent des risques baissiers pour la croissance à moyen terme. La normalisation de la politique monétaire dans certains pays avancés, notamment aux États-Unis, pourrait provoquer un durcissement plus rapide que prévu des conditions financières mondiales. Enfin, d'autres risques examinés dans l'édition d'avril 2017 des PEM, dont l'adoption de politiques de repli sur soi et les risques géopolitiques, demeurent présents.*
- *Les taux de croissance mondiale prévus pour 2017–18 sont certes supérieurs à l'estimation de 3,2 % pour 2016, mais ils se situent en dessous des moyennes d'avant-crise, notamment pour la plupart des pays avancés et pour les pays émergents et en développement exportateurs de matières premières. Parmi les premiers, nombreux sont ceux qui se heurtent à des excédents de capacité et aux vents contraires qui soufflent sur la croissance potentielle en raison du vieillissement de la population, de la faiblesse de l'investissement et d'une faible progression de la productivité. Vu la faiblesse de l'inflation sous-jacente et du caractère modéré des tensions salariales, les politiques devraient rester conformes à l'objectif visant à relever les anticipations inflationnistes conformément aux cibles fixées, à combler les écarts de production, et — le cas échéant — à rééquilibrer les comptes extérieurs. Les réformes destinées à doper la production potentielle s'imposent un peu partout. Vu la faible croissance de la production globale il est d'autant plus important de faire en sorte que les gains soient largement partagés entre les différents groupes de revenu. Les risques qui pèsent sur la stabilité financière doivent être suivis de près dans beaucoup de pays. Les pays exportateurs de matières premières doivent continuer de s'adapter à une baisse des recettes tout en diversifiant les sources de croissance à terme.*



L'économie mondiale entretient sa dynamique

La reprise conjoncturelle se poursuit. Les résultats de croissance pour le premier trimestre 2017 étaient supérieurs à ce qu'annonçaient les PEM d'avril dans les grands pays émergents et en développement tels que le Brésil, la Chine et le Mexique, et dans plusieurs pays avancés dont l'Allemagne, le Canada, l'Espagne, la France et l'Italie. Les indicateurs de haute fréquence pour le deuxième trimestre signalent un affermissement continu de l'activité mondiale. De manière plus précise, la croissance du commerce mondial et de la production industrielle s'est maintenue bien au-dessus des taux de 2015–16, quoiqu'en-deçà du rythme très élevé affiché à la fin 2016 et au début 2017. Les indices des directeurs d'achat (PMI) annoncent un renforcement soutenu dans le secteur manufacturier et dans les services.

Produits de base et inflation. Les cours du pétrole ont marqué un repli en raison du niveau élevé des stocks aux États-Unis et d'un rebond de l'offre. L'inflation globale s'est également modérée de manière générale, car l'impact du rebond des prix des matières premières du second semestre de 2016 s'est estompé, et elle se maintient à des niveaux nettement inférieurs aux cibles des banques centrales dans la plupart des pays avancés. L'inflation sous-jacente est restée globalement stable. Elle l'a également été pour l'essentiel dans les pays émergents, certains, tels que le Brésil et la Russie ayant enregistré un net tassement.

Marchés obligataires et boursiers. Les rendements obligataires à long terme dans les pays avancés, qui avaient enregistré un repli depuis mars, ont rebondi à la fin juin et au début juillet. La Réserve fédérale a relevé les taux d'intérêt à court terme en juin, mais les marchés misent toujours sur une trajectoire de normalisation de la politique monétaire américaine très graduelle. Les écarts de rendement obligataire par rapport à l'Allemagne se sont fortement rétrécis en Espagne, en France et en Italie du fait d'une moindre incertitude électorale et du raffermissement des signes de reprise. Les cours des actions dans les pays avancés demeurent solides, signe d'un optimisme persistant des marchés à l'égard des résultats des entreprises. Les marchés voient aussi de manière favorable les perspectives des pays émergents, ainsi qu'en

témoignent le renforcement des marchés boursiers et un rétrécissement encore plus marqué des écarts de taux. Les exportateurs de pétrole font figure d'exception, vu le repli marqué des cours depuis mars.

Taux de change et flux de capitaux. À fin juin, le dollar s'était déprécié d'environ 3½ % en termes effectifs réels par rapport à la fin mars, tandis que l'euro s'est renforcé dans une proportion comparable en raison d'un regain de confiance dans la reprise de la zone euro et d'une diminution des risques politiques. Durant cette même période, les variations de taux de change des monnaies des pays émergents ont été relativement modestes, avec un certain renforcement du peso mexicain du fait du durcissement de la politique monétaire et d'une moindre préoccupation à l'égard de frictions dans les échanges avec les États-Unis, et d'une dépréciation du real brésilien en raison du regain d'incertitudes politiques. Les flux de capitaux vers les pays émergents ont fait preuve de résilience durant les premiers mois de 2017, avec un rebond marqué des entrées de portefeuille non-résidentes.

Relèvement des prévisions de croissance mondiale en 2017 et 2018

Les estimations portent désormais la croissance mondiale de 2016 à 3,2 %, niveau légèrement supérieur à celui des prévisions d'avril 2017, principalement du fait d'une croissance nettement plus forte en Iran et d'un renforcement de l'activité en Inde suite à la révision des comptes nationaux. L'activité économique dans les pays avancés et dans les pays émergents et en développement devrait s'accélérer en 2017, à 2 % et 4,6 %, respectivement, la croissance mondiale devant s'établir à 3,5 %, soit un niveau inchangé par rapport aux prévisions d'avril. Les projections de croissance pour 2018 sont de 1,9 % pour les pays avancés, soit 0,1 point en dessous des PEM d'avril 2017, et de 4,8 % pour les pays émergents et en développement, soit un niveau identique à celui d'avril. Les prévisions de croissance mondiale pour 2018 se maintiennent à 3,6 %. Les révisions tiennent principalement aux conséquences macroéconomiques des changements d'hypothèses pour les deux principales économies de la planète — les États-Unis et la Chine — comme le décrivent les paragraphes suivants.

Pays avancés

- Les prévisions de croissance pour les États-Unis ont été revues à la baisse de 2,3 % à 2,1 % en 2017, et de 2,5 % à 2,1 % en 2018. Pour 2017, ce repli s'explique en partie par la faiblesse des résultats du premier trimestre, mais la révision tient surtout, en particulier pour 2018, à l'hypothèse que la politique budgétaire sera moins expansionniste que prévu, compte tenu des incertitudes liées à la nature et au calendrier des changements de politique budgétaire aux États-Unis. Les anticipations des marchés à l'égard d'une relance budgétaire se sont également atténuées.
- Les projections de croissance ont également été revues à la baisse pour le Royaume-Uni en 2017 en raison d'une activité plus faible que prévu au premier trimestre.
- En revanche, les prévisions pour 2017 ont été révisées à la hausse dans beaucoup de pays de la zone euro, dont l'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Italie, où la croissance au premier trimestre 2017 a généralement dépassé les attentes. Cette progression, de même que les révisions positives de croissance pour le dernier trimestre de 2016 et les indicateurs à haute fréquence pour le deuxième trimestre de 2017, signalent une demande intérieure plus vigoureuse que prévu.
- Les prévisions de croissance pour 2017 ont également été revues à la hausse pour le Canada, où l'essor de la demande intérieure a donné un coup de fouet à la croissance au premier trimestre, la portant à 3,7 %; les indicateurs laissent d'ailleurs entrevoir une activité résiliente au deuxième trimestre. Les prévisions ont été marginalement revues à la hausse pour le Japon, où la consommation privée, l'investissement et les exportations ont accompagné la croissance au premier trimestre.

Pays émergents et en développement

Les pays émergents et en développement devraient connaître un rebond d'activité soutenu avec un taux de

croissance qui progressera de 4,3 % en 2016 à 4,6 % en 2017, puis à 4,8 % en 2018. Ces chiffres représentent une révision à la hausse par rapport au mois d'avril, de 0,2 point pour 2016 et de 0,1 point pour 2017. Comme dans les plus récentes séries de prévisions des PEM, la croissance est principalement le fait des importateurs de matières premières, mais le redressement s'explique dans une grande mesure par l'amélioration de la conjoncture dans les grands pays exportateurs de matières premières qui avaient connu une récession en 2015–16, dans bien des cas provoquée ou aggravée par le repli des cours des produits de base.

- Le taux de croissance de la Chine devrait se maintenir à 6,7 % en 2017, comme en 2016, puis enregistrer un modeste tassement en 2018 pour se situer à 6,4 %. Les prévisions pour 2017 ont été revues à la hausse de 0,1 point, en raison d'un niveau d'activité plus solide que prévu au premier trimestre, fruit de l'assouplissement précédemment consenti et des réformes liées à l'offre (y compris les efforts déployés pour réduire les capacités excédentaires dans le secteur industriel). Pour 2018, la révision à la hausse de 0,2 point s'explique surtout par le fait que les autorités devraient repousser l'ajustement budgétaire nécessaire (notamment en maintenant un niveau élevé d'investissement public) pour pouvoir atteindre leur objectif de doublement du PIB réel de 2010 à l'horizon 2020. Ce report entraîne cependant un net alourdissement de la dette, et de ce fait les risques baissiers qui pèsent sur ce scénario de référence se sont également intensifiés.
- En Inde, la croissance devrait s'affermir davantage en 2017 et en 2018, dans le droit fil des prévisions d'avril 2017. L'activité a certes ralenti suite à l'initiative de démonétisation, mais le taux de croissance pour 2016 — de 7,1 % — a dépassé les prévisions en raison du niveau élevé des dépenses publiques et des révisions statistiques qui ont mis en évidence un dynamisme plus marqué au début de l'année. Grâce à la reprise du commerce mondial et au renforcement de la demande intérieure, la croissance des pays de l'ASEAN-5 devrait rester robuste aux alentours de 5 %.

Les résultats généralement solides du premier trimestre ont abouti à une légère révision à la hausse pour 2017 par rapport aux prévisions d'avril des PEM.

- Dans les pays émergents et en développement d'Europe, la croissance devrait s'accroître en 2017, principalement en raison d'une amélioration des prévisions pour la Turquie, où les exportations ont enregistré un net redressement au dernier trimestre 2016 et au premier trimestre 2017, après quatre trimestres de contraction modérée. La demande extérieure devrait d'ailleurs s'affermir avec l'amélioration des perspectives des partenaires commerciaux de la zone euro. L'économie russe devrait se redresser progressivement en 2017 et 2018, conformément aux prévisions d'avril.
- Après la contraction enregistrée en 2016, l'activité économique en Amérique latine devrait connaître une embellie progressive en 2017–18, à mesure que plusieurs pays, dont l'Argentine et le Brésil, sortiront de leur récession. Par rapport aux chiffres des PEM d'avril 2017, le Brésil présente des prévisions de croissance plus élevée compte tenu de la solidité du premier trimestre, mais les faiblesses qui persistent dans la demande intérieure et l'aggravation des incertitudes sur le plan politique et stratégique se traduiront par une modération du rythme de la reprise et, partant, par une prévision de croissance plus faible pour 2018. Les prévisions de croissance du Mexique pour 2017 ont été revues à la hausse, de 1,7 % à 1,9 % en raison de la vigueur de l'activité au premier trimestre, les prévisions demeurant inchangées pour 2018. Pour le reste de la région, les révisions sont plutôt à la baisse avec notamment une détérioration plus marquée de la situation au Venezuela.
- La croissance dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan devrait accuser un ralentissement sensible en 2017, principalement en raison d'un repli de l'activité dans les pays exportateurs de pétrole,

STRICTEMENT CONFIDENTIEL

Mise à jour des PEM, juillet 2017

pour ensuite se redresser en 2018. Les projections pour 2017–18 restent globalement inchangées par rapport à l'édition d'avril 2017 des PEM, mais les résultats de croissance en 2016 auraient, semble-t-il, été nettement plus solides du fait d'une accélération de la croissance en Iran. Si le récent repli des cours du pétrole se maintenait, il risquerait de peser davantage sur les perspectives des pays exportateurs de brut de la région.

- En Afrique subsaharienne, les perspectives demeurent délicates. La croissance devrait gagner du terrain en 2017 et en 2018, mais la croissance par habitant parviendra à peine à redevenir positive cette année pour l'ensemble de la région, et elle devrait rester négative pour environ un tiers des pays. La légère révision à la hausse pour 2017 par rapport à l'édition d'avril 2017 des PEM tient à une modeste amélioration des perspectives de croissance pour l'Afrique du Sud, qui enregistre une récolte exceptionnelle grâce à une meilleure pluviométrie et à une augmentation de la production minière, elle-même attribuable à un rebond modéré des cours des produits de base. Cependant, les perspectives de l'Afrique du Sud demeurent délicates, vu la grande incertitude politique et la faiblesse de la confiance des consommateurs et des entreprises. De ce fait, les prévisions de croissance du pays ont été revues à la baisse pour 2018.

Risques

À court terme, les risques sont globalement équilibrés, mais à moyen terme ils continuent d'être plutôt de nature baissière. Les risques liés aux prévisions de croissance aux États-Unis sont doubles : la mise en œuvre d'une relance budgétaire (par exemple à la faveur d'une réforme fiscale qui aurait pour effet de diminuer les recettes) pourrait pousser la demande intérieure et la croissance de la production au-delà des niveaux prévus dans le scénario de référence, tandis que la mise en œuvre de l'ajustement axé sur les dépenses proposé dans le budget aurait l'effet contraire. S'agissant de la zone euro, la reprise de l'activité sur fond de confiance des marchés et de

réduction des risques politiques, pourrait être plus forte et plus durable que ne le signalent actuellement les projections. En revanche, la persistance des incertitudes liées aux orientations futures ou d'autres chocs pourraient provoquer une correction des fortes valorisations du marché, notamment des actions, et une aggravation de la volatilité par rapport aux faibles niveaux actuels. Cela pourrait, par voie de conséquence, porter atteinte aux dépenses et à la confiance de manière générale, notamment dans les pays accusant de fortes vulnérabilités financières. Le tassement des cours des matières premières pourrait aggraver davantage les tensions macroéconomiques et compliquer les ajustements nécessaires dans beaucoup de pays exportateurs de matières premières. D'autres risques baissiers pourraient compromettre la vigueur et la durabilité de la reprise :

- Une période plus longue d'incertitude liée à l'orientation des politiques économiques. Malgré un repli des risques liés aux élections, les incertitudes restent considérables et pourraient s'aggraver, par exemple en raison des difficultés à prévoir l'évolution des politiques réglementaires et budgétaires aux États-Unis, des négociations sur la forme que prendra le Brexit, ou bien encore des risques géopolitiques. Cela pourrait nuire à la confiance, avoir un effet dissuasif sur l'investissement privé et affaiblir la croissance.
- Tensions financières. La Chine accorde depuis peu une attention particulière aux risques liés au secteur financier; si elle ne maintenait pas le cap et ne parvenait pas à maîtriser une croissance excessive du crédit (notamment par un durcissement de la politique macroprudentielle) la croissance pourrait accuser un ralentissement brutal susceptible de se répercuter sur d'autres pays par le truchement du commerce et des prix des produits de base, ou en provoquant une crise de confiance. Une normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire américaine pourrait entraîner un durcissement des conditions financières mondiales et provoquer une inversion des flux de capitaux orientés vers les pays émergents de même qu'une appréciation du dollar. En souffriraient les

conséquences les pays émergents lourdement endettés ou ceux dont la monnaie est rattachée au dollar ou encore ceux qui présentent des asymétries bilantielles. Par ailleurs, pour autant que ce durcissement de la politique monétaire corresponde à une embellie des perspectives de l'économie américaine, les partenaires commerciaux des États-Unis profiteraient des effets positifs d'un redressement de la demande. Dans certains pays de la zone euro, la faiblesse des bilans bancaires et des perspectives défavorables en matière de bénéfices pourraient s'ajouter à la montée des risques politiques et attiser de nouveau les craintes liées à la stabilité financière. Par ailleurs, une montée des taux d'intérêt à long terme entraînerait une dégradation de la dynamique de la dette publique. Enfin, une inversion généralisée du renforcement de la réglementation et de la supervision financières observée depuis la crise — tant au plan national qu'international — pourrait rétrécir les marges de fonds propres et de liquidités ou affaiblir la supervision, ce qui aurait des retombées négatives sur la stabilité financière mondiale.

- Politiques de repli sur soi. À plus long terme, sans un relèvement de la croissance potentielle et sans une croissance plus inclusive, le protectionnisme pourrait gagner du terrain et les réformes propices aux marchés pourraient marquer le pas. Il s'ensuivrait notamment une perturbation des chaînes d'approvisionnement internationales, une diminution de la productivité mondiale et un renchérissement des biens de consommation échangeables, autant de facteurs qui nuiraient de façon disproportionnée aux ménages à faible revenu.
- Parmi les facteurs non économiques, l'aggravation des tensions géopolitiques, les tensions politiques de nature nationale et les chocs liés aux faiblesses de gouvernance et à la corruption peuvent tous peser sur l'activité économique.

Ces risques sont interdépendants et peuvent se renforcer mutuellement. Par exemple, l'adoption de

politiques de repli sur soi pourrait aller de pair avec une intensification des tensions géopolitiques et avec une aversion au risque d'envergure mondiale; des chocs non économiques peuvent peser directement sur l'activité économique et porter atteinte à la confiance et à l'humeur des marchés; enfin, un durcissement plus rapide que prévu des conditions financières mondiales ou un basculement vers le protectionnisme dans les pays avancés pourrait de nouveau provoquer des sorties de capitaux dans les pays émergents.

Politiques

Les choix que feront les pouvoirs publics seront donc d'une importance primordiale pour influencer sur les perspectives et réduire les risques.

- Donner un nouvel élan. Comme les pays traversent des phases conjoncturelles divergentes, des orientations monétaires et budgétaires différenciées restent de mise. Dans les pays avancés où la demande reste morose et l'inflation trop faible, les gouvernements devraient poursuivre leur politique d'accompagnement monétaire et (lorsque cela est faisable) leur politique d'accompagnement budgétaire; ailleurs, la politique monétaire devrait se normaliser progressivement, en s'alignant sur l'évolution de la situation économique, et la politique budgétaire devrait se centrer sur la mise en œuvre de réformes destinées à accroître le potentiel d'offre de l'économie. Les pays qui doivent opérer un assainissement budgétaire devraient le faire en adoptant des mesures propices à la croissance. Dans la mesure du possible, les pays émergents devraient continuer de faire jouer le taux de change pour amortir les chocs exogènes.
- Rendre la croissance plus résiliente et équilibrée. Les efforts visant à accélérer la correction des bilans du secteur privé et à assurer la viabilité de la dette publique sont des conditions indispensables à une reprise résiliente. Il en va de même du travail des pays excédentaires et déficitaires pour réduire les déséquilibres excessifs du solde des transactions courantes.
- Entretenir une croissance forte et inclusive à long terme. Cet objectif passe par des réformes structurelles bien adaptées et agencées pour doper la productivité et l'investissement, par des mesures propres à réduire les écarts de participation à la population active entre hommes et femmes, et par un soutien actif aux travailleurs lésés par l'évolution de la technologie et du commerce.
- Parmi les pays en développement à faible revenu, les exportateurs de matières premières doivent en règle générale opérer des ajustements considérables pour corriger les déséquilibres macroéconomiques, tâche d'autant plus difficile pour les exportateurs de produits énergétiques du fait de la persistance du repli des cours du pétrole. Pour les pays en développement à faible revenu dont l'économie est diversifiée, les priorités varient compte tenu de leurs particularités, mais tous devraient avoir pour objectif primordial d'accroître la résilience face aux chocs futurs en renforçant leur situation budgétaire et leurs avoirs de réserve tant que la croissance reste vigoureuse.
- L'existence d'un cadre multilatéral performant qui régit les relations économiques internationales constitue un autre ingrédient fondamental d'une croissance forte, durable, équilibrée et inclusive. Comme l'histoire le montre, la mise en œuvre de politiques à somme nulle finit par porter préjudice à tous les pays. Les politiques des différents pays présentent inévitablement un certain degré d'interdépendance et provoquent donc des retombées, aussi l'économie mondiale fonctionne-t-elle beaucoup mieux lorsque tous les dirigeants entretiennent un dialogue régulier et agissent dans le cadre de mécanismes adoptés d'un commun accord pour résoudre les différends. Un système de commerce international ouvert et fondé sur des règles bien précises est vital pour assurer la prospérité mondiale, mais il doit s'appuyer sur des politiques nationales qui facilitent l'adaptation à l'évolution des échanges

internationaux, de même qu'aux rapides mutations technologiques.

- La communauté internationale doit par ailleurs continuer d'adapter le système multilatéral à l'évolution de l'économie mondiale. Un dialogue et une coopération actifs contribueront à améliorer et à moderniser les règles, tout en tenant compte des préoccupations légitimes des différents pays.

Ce processus préservera l'équité et veillera à ce que toutes les parties soient gagnantes. Conjugué à de solides politiques nationales, il contribuera en outre à éviter un retrait massif du multilatéralisme, qu'il prenne la forme d'un protectionnisme généralisé ou d'un nivellement par le bas dans la supervision financière et réglementaire, dont tous les pays finiraient par souffrir les conséquences.

Tableau 1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections

(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	Sur un an						4 ^e trimestre sur 4 ^e trimestre 2/		
	Estimation		Projections		Différence par rapport aux projections des PEM d'avril 2017 1/		Estimation	Projections	
	2015	2016	2017	2018	2017	2018	2016	2017	2018
Production mondiale	3,4	3,2	3,5	3,6	0,0	0,0	3,2	3,5	3,7
Pays avancés	2,1	1,7	2,0	1,9	0,0	-0,1	2,0	1,9	1,9
Etats-Unis	2,6	1,6	2,1	2,1	-0,2	-0,4	2,0	2,0	2,3
Zone euro	2,0	1,8	1,9	1,7	0,2	0,1	1,8	1,9	1,7
Allemagne	1,5	1,8	1,8	1,6	0,2	0,1	1,8	1,9	1,5
France	1,1	1,2	1,5	1,7	0,1	0,1	1,2	1,7	1,5
Italie	0,8	0,9	1,3	1,0	0,5	0,2	1,1	1,1	1,0
Espagne	3,2	3,2	3,1	2,4	0,5	0,3	3,0	3,0	2,1
Japon	1,1	1,0	1,3	0,6	0,1	0,0	1,6	1,2	0,5
Royaume-Uni	2,2	1,8	1,7	1,5	-0,3	0,0	1,9	1,4	1,4
Canada	0,9	1,5	2,5	1,9	0,6	-0,1	2,0	2,3	2,0
Autres pays avancés 3/	2,0	2,2	2,3	2,4	0,0	0,0	2,5	2,1	2,7
Pays émergents et pays en développement	4,3	4,3	4,6	4,8	0,1	0,0	4,2	4,9	5,2
Communauté des États indépendants	-2,2	0,4	1,7	2,1	0,0	0,0	0,6	1,5	2,0
Russie	-2,8	-0,2	1,4	1,4	0,0	0,0	0,3	1,5	1,8
Russie non comprise	-0,5	1,8	2,5	3,5	0,0	0,0	...	...	...
Pays émergents et en développement d'Asie	6,8	6,4	6,5	6,5	0,1	0,1	6,3	6,6	6,5
Chine	6,9	6,7	6,7	6,4	0,1	0,2	6,8	6,4	6,4
Inde 4/	8,0	7,1	7,2	7,7	0,0	0,0	6,0	8,0	7,6
ASEAN-5 5/	4,9	4,9	5,1	5,2	0,1	0,0	4,8	5,2	5,2
Pays émergents et en développement d'Europe	4,7	3,0	3,5	3,2	0,5	-0,1	3,3	2,0	4,2
Amérique latine et Caraïbes	0,1	-1,0	1,0	1,9	-0,1	-0,1	-1,3	1,6	2,1
Brésil	-3,8	-3,6	0,3	1,3	0,1	-0,4	-2,5	1,5	1,7
Mexique	2,6	2,3	1,9	2,0	0,2	0,0	2,3	0,9	3,2
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	2,7	5,0	2,6	3,3	0,0	-0,1	...	...	...
Arabie saoudite	4,1	1,7	0,1	1,1	-0,3	-0,2	2,2	0,6	1,4
Afrique subsaharienne	3,4	1,3	2,7	3,5	0,1	0,0	...	...	...
Nigéria	2,7	-1,6	0,8	1,9	0,0	0,0	...	...	...
Afrique du Sud	1,3	0,3	1,0	1,2	0,2	-0,4	0,4	1,3	1,1
<i>Pour mémoire</i>									
Pays en développement à faible revenu	4,6	3,6	4,6	5,2	-0,1	-0,1	...	...	...
Croissance mondiale calculée sur la base des cours de change	2,7	2,5	2,9	3,0	0,0	0,0	2,6	2,8	3,0
Volume du commerce mondial (biens et services) 6/	2,6	2,3	4,0	3,9	0,2	0,0	...	...	...
Pays avancés	4,0	2,3	3,9	3,5	0,2	-0,1	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	0,3	2,2	4,1	4,6	0,1	0,3	...	...	...
Cours des matières premières (en dollars)									
Pétrole 7/	-47,2	-15,7	21,2	0,1	-7,7	0,4	16,2	6,2	-0,8
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des exportations mondiales de matières premières)	-17,5	-1,8	5,4	-1,4	-3,1	-0,1	9,9	0,1	0,1
Prix à la consommation									
Pays avancés	0,3	0,8	1,9	1,8	-0,1	-0,1	1,2	1,7	2,0
Pays émergents et pays en développement 8/	4,7	4,3	4,5	4,6	-0,2	0,2	3,7	4,0	3,9
Taux du LIBOR (pourcentage)									
Dépôts en dollars (6 mois)	0,5	1,1	1,6	2,2	-0,1	-0,6	...	...	...
Dépôts en euros (3 mois)	-0,0	-0,3	-0,3	-0,2	0,0	0,0	...	...	...
Dépôts en yen (6 mois)	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	...	...	...

Note : On suppose que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 3 mai et le 31 mai 2017. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie.

Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières.

1/ Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles, ainsi que celles des PEM d'avril 2017.

2/ Pour la production mondiale, les pays inclus dans l'agrégation des estimations et projections trimestrielles représentent environ 90 % de la production mondiale annuelle en parité de pouvoir d'achat. Pour la production des pays émergents et des pays en développement, les pays inclus dans l'agrégation des estimations et prévisions trimestrielles représentent environ 80 % de la production annuelle de ces pays en parité de pouvoir d'achat.

3/ Hors G-7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.

4/ Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire, et le PIB, à compter de 2011, est basé sur le PIB aux prix du marché avec l'exercice 2011/12 comme année de référence.

5/ Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

6/ Moyenne simple des taux de croissance du volume des importations et des exportations (biens et services).

7/ Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate. Le cours moyen du pétrole en 2016 était de 42,8 dollars le baril; hypothèses, au 1^{er} juin 2017, sur la base des marchés à terme, pour 2017 : 51,9 dollars le baril, et pour 2018 : 52,0 dollars le baril.

8/ Hors Argentine et Venezuela.